



FLOTTILLE LIBERTÉ POUR GAZA

CAMPAGNE FRANÇAISE

La société civile française continue à se mobiliser pour Gaza

Réunies en visioconférence le 17 février 2026, les organisations ci-dessous annoncent la création d'une Campagne française « Flottille de la Liberté pour Gaza » qui s'apprête à rejoindre les campagnes internationales.

Israël impose un blocus hermétique à la bande de Gaza depuis 18 ans et mène depuis 28 mois une guerre génocidaire contre sa population. Durant toutes ces années, des citoyen·nes du monde entier ont tenté de briser ce blocus illégal et d'apporter aux Palestinien·nes de Gaza solidarité humanitaire et soutien politique.

La situation à Gaza est catastrophique : plus de 80 % des infrastructures (maisons, magasins, écoles et universités, hôpitaux et cliniques, structures agricoles, lieux de culte) ont été détruites, l'économie est exsangue. La situation sanitaire et médicale est critique. Les maladies se propagent sans recours médical possible. Les médicaments manquent et l'aide humanitaire, quasi inexistante, est aujourd'hui indispensable.

Malgré un prétendu cessez-le-feu décrété en octobre 2025, les Palestinien·nes de Gaza continuent de mourir, sous les bombardements et les tirs israéliens, sous les bâtiments en ruines qui s'effondrent sous l'effet des intempéries. De faim et de froid. Plus de 500 déjà sont morts.

Les chiffres des victimes sont accablants : plus de 70 000 mort.es sont officiellement recensé.es. Infiniment plus selon des experts en démographie (par temps de guerre). Près de 200 000 blessé.es et des dizaines de milliers de disparu.es sont toujours enseveli.es sous les décombres.

L'armée israélienne continue d'occuper plus de la moitié du territoire de Gaza, tandis que les Palestinien·nes, déplacé.es de force de nombreuses fois, tentent de subsister dans les ruines ou des camps de tentes surpeuplés dépourvus des services sanitaires et médicaux de base. L'ouverture récente d'un point de passage vers l'Égypte se fait dans des conditions drastiques, sous strict contrôle israélien.

Tout ceci constitue une violation flagrante du droit international humanitaire, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des droits humains.

Nous voulons faire prévaloir le droit et la justice sur la force brute, sur une politique coloniale coupable de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et même de génocide selon plusieurs instances internationales et plusieurs ONG de réputation mondiale.

C'est pourquoi, pour apporter de l'aide et de la solidarité à Gaza, nous allons nous joindre aux flottilles citoyennes qui vont repartir au printemps : la Coalition de la Flottille de la Liberté pour

Gaza (FFC) qui envoie des bateaux depuis 2010, la Global Sumud, les Mille Madleens et les Waves of Freedom qui se sont mobilisées en 2025. Notre démarche commune renforce le message de solidarité internationale contre la barbarie qui frappe Gaza.

Il s'agit pour nous d'une démarche politique, contre l'oppression d'un peuple sous colonisation. Il s'agit d'affirmer le droit des Palestinien·nes, à Gaza et aussi en Cisjordanie occupée, à une vie digne et prospère, à la liberté, à la santé et l'éducation, à un futur heureux pour leurs enfants, le droit de vivre et de retourner sur leur terre.

Nous leur apporterons aussi de l'aide humanitaire, même si elle sera restreinte au regard des immenses besoins, alors que les États et les médias, un temps fixés sur Gaza, ont à nouveau détourné les yeux et laissent faire l'innommable.

C'est pourquoi une coalition française réunissant plusieurs organisations syndicales, associatives et des collectifs s'apprête à prendre la mer aux côtés des flottilles humanitaires internationales, dans le cadre d'initiatives distinctes mais convergentes.

Des dizaines de bateaux mettront ainsi le cap sur Gaza au printemps prochain, pour affirmer, avec force et détermination, que la solidarité internationale entre les peuples demeure vivante et qu'elle constitue plus que jamais le socle indispensable d'un véritable espoir de justice et de paix

Premiers signataires :

Ami·es de Danielle Casanova, Amis des peuples de la Méditerranée (APM), Association des Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami.e.s Contre la Guerre (4ACG), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), Centre Culturel Embarqué, Couserans Palestine (09), Fédération du commerce CGT, Confédération Internationale Solidaire Écologiste (CISE), Confédération paysanne, Corsica Palestine, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Deux Rives (FTCR), Forum Palestine Citoyenneté, "Inseme a Manca/L'Après", La France insoumise (LFI), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Nouveau parti anticapitaliste (NPA-A), Per a Pace, Réseau Coopératif de Gauche Alternative (RCGA), Ship to Gaza France, Union nationale des étudiants de France (UNEF), Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Union syndicale Solidaires, Syndicat national des journalistes CGT, Union départementale 59 et 93 CGT, Urgence Palestine (UP), Thousand Madleens to Gaza (TMTG), Waves of Freedom (WOFF), avec Global Movement to Gaza (GMTG, délégation française de Global Sumud),

et le soutien de : Secours catholique, Aurdip, Plateforme des ONG françaises pour la Palestine.